

BENOIT COEURE

Membre du directoire, Banque centrale européenne

Alessandro Merli, correspondant à Francfort, // Sole 24 Ore

Cet exercice a déjà eu lieu à deux reprises au niveau européen depuis le début de la crise, quoique sous une forme différente puisque les tests de résistance étaient menés par l'Autorité bancaire européenne. Cela n'a pas été un franc succès puisqu'ils n'ont pas rétabli la confiance des investisseurs dans les banques européennes, ni même sans doute la confiance des banques. En effet, des banques ont fait faillite alors qu'elles venaient de subir des tests de résistance et qu'elles avaient été jugées saines, pas seulement en Grèce, mais dans d'autres pays aussi. Est-ce différent cette fois, comme tout le monde s'accorde à le dire ?

Benoit Coeuré, Membre du directoire, Banque centrale européenne

Si vous le permettez, je vais revenir un peu en arrière afin d'analyser la position allemande car elle est au cœur même de l'économie politique de l'union bancaire, il convient donc d'être clair. L'opinion publique allemande redoute qu'une union bancaire ne soit la première étape vers une mutualisation de la dette, une porte ouverte vers une union fiscale, en un sens. Je tiens à dire ici qu'une union bancaire, au contraire, vise à rendre le système plus sûr dans tous les pays. Le mécanisme de supervision unique a pour objectif d'éviter l'effet de rétroaction négatif que nous avons observé dans certains pays et qui a nécessité une aide financière. Ainsi, une supervision unique efficace constitue une protection pour les contribuables, y compris le contribuable allemand, et il est très important d'expliquer cela.

Concernant les tests de résistance, je répondrai tout simplement qu'ils seront précédés d'un examen de la qualité des actifs, ce qui n'était pas le cas lors des précédents tests de résistance de l'ABE. A dire vrai, nous sommes en présence d'un paradoxe puisque certains pays, à savoir ceux bénéficiant d'un programme d'aide financière du FMI ou de l'UE, ont déjà fait l'objet d'un examen de la qualité des actifs et de tests de résistance, donc nous savons plus ou moins où ils en sont. Il pourrait certes y avoir des surprises, on ne sait jamais, mais nous savons plus ou moins où ils en sont. Par contre, dans beaucoup de pays, y compris les grands pays de la zone euro, aucun examen de la qualité des actifs n'a encore eu lieu, on ignore donc quelle est la situation. Pour résumer, ce qui fait la différence de cet exercice, c'est l'examen de la qualité des actifs et l'audit exhaustif et rigoureux des bilans des banques. C'est la différence majeure par rapport aux précédents tests de résistance.

Alessandro Merli, correspondant à Francfort, // Sole 24 Ore

Nous devrions nous attendre à quelques surprises en Italie, en Allemagne ou en France.

Benoit Coeuré, Membre du directoire, Banque centrale européenne

Nous vous tiendrons informés dès que nous aurons les chiffres.